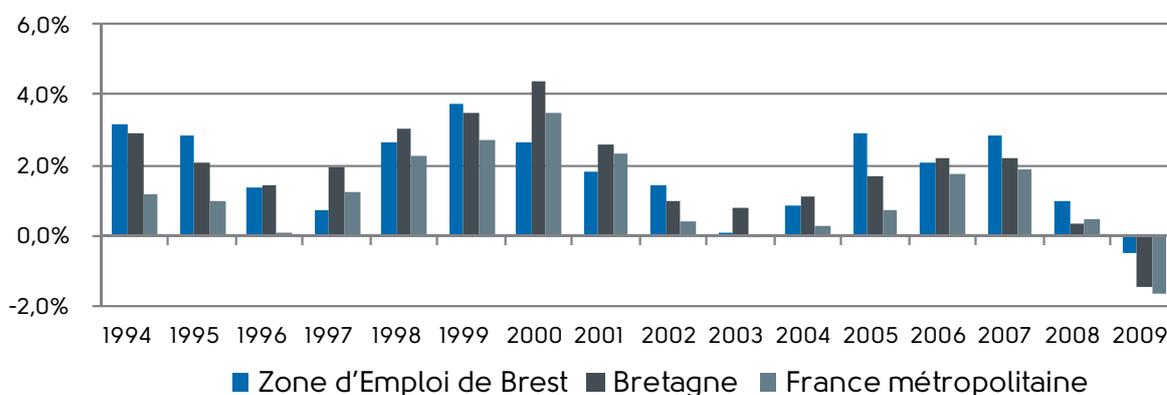


Évolution de l'emploi salarié privé hors intérim (source : Pôle emploi)

L'emploi salarié privé hors intérim et hors MSA représente à Brest environ 60% de l'emploi total. Depuis le milieu des années 1990, il a progressé régulièrement. Le ralentissement économique du début des années 2000 est certes perceptible et se limite à la seule année 2003, par contre la crise de 2008 est très prononcée. La tendance reste largement positive : entre 1993 et 2009, la zone d'emploi de Brest a gagné plus de 20 000 emplois soit une progression de plus de 30 % comme sur le plan régional mais à un niveau supérieur à celui constaté en France (moins de 20 %).

Entre 2007 et 2009, la progression du nombre d'emplois salariés privés a fortement baissé dans la zone d'emploi de Brest. En 2007, la ZE de Brest comptait 80 379 emplois (hors intérim) ; en 2009, ils sont 80 736. Cette relative stabilité traduit une disparité dans l'impact des effets de la crise économique. Comme à l'échelle internationale ou française, ce sont avant tout les secteurs de la construction, de l'automobile (aussi bien dans sa partie commerciale que pour la sous-traitance) et la fabrication de produits électroniques qui ont été les plus touchés. Même si les données ne sont pas complètement fiables sur ce point, les éléments dont nous disposons sur l'intérim semblent traduire une forte réduction de ce type d'emploi. L'explication à cette tendance résiderait dans le choix de suspendre le recours à l'intérim en période de ralentissement économique. Si la baisse semble très marquée pour 2008, elle ne peut être constatée pour l'année 2009.

Évolution de l'emploi salarié privé hors intérim de 1994 à 2009



Un contexte régional difficile

Hors intérim, les zones d'emploi (ZE) bretonnes ont perdu un peu plus 8 300 emplois entre 2007 et 2009. Seules les ZE de Vitré (+ 582), Brest (+ 357) et Dinan (+ 96) ont connu une hausse de leurs effectifs. A l'inverse, les baisses ont été particulièrement marquées pour les ZE de Rennes (- 1 501), Quimper (- 1 209), Saint Brieuc (- 1 050) et Lorient (- 1 040). A elles seules, ces 4 ZE représentent près de 60 % de la diminution totale des effectifs d'emploi salarié privé de la région : - 8 327.

Sur un plan sectoriel, les plus fortes baisses concernent en Bretagne l'industrie, la construction, le commerce automobile, les activités immobilières et les activités liées à l'emploi.

L'industrie perd plus de 8 000 emplois en 2 ans et seul l'agroalimentaire enregistre une progression de ses effectifs (+ 260).

Le secteur automobile est particulièrement touché : - 1 500 emplois à Rennes pour la fabrication de véhicules mais aussi les activités liées comme la production de produits en caoutchouc (- 1 100 sur la ZE de Rennes dont - 650 sur la ville centre) ou la vente de véhicules (- 700).

Le ralentissement conjoncturel affecte la fabrication de matériels électroniques (- 1 000, essentiellement sur Brest et Rennes).

La construction voit son nombre d'emplois diminuer avec la crise (- 3 400). Cette baisse couvre la totalité des bassins d'emploi de Bretagne. C'est également ce qui est observé pour l'activité immobilière (- 1 200). Les activités liées à l'emploi (et notamment l'intérim) enregistrent une baisse des effectifs proportionnelle à l'ampleur de la crise économique. Cette tendance ne semble toutefois pas avoir le même impact selon les zones d'emploi.

Dans un contexte de récession économique, l'emploi progresse dans certains secteurs d'activité : c'est le cas pour l'hébergement médico-social (+ 1 400 surtout à Rennes, Brest et Vannes), l'action sociale sans hébergement (+ 1 300, à Rennes et Lorient) et les activités informatiques (+ 980, à Rennes, Vitré et Brest).

Évolution de l'emploi salarié privé entre 2007 et 2009 (hors intérim)

